



Rome, le 15 juillet 2011 : le Parlement italien a finalement adopté le plan d'austérité présenté par le gouvernement Berlusconi.

Photo AFP

## Panique à bord

A l'heure où nous bouclons ce journal, nul ne peut dire exactement ce qui sortira — ou pas — du sommet de l'Union européenne convoqué dans l'urgence jeudi 21 juillet pour boucler un nouveau plan d'aide à la Grèce.

A la veille de ce sommet européen, les pressions et les mises en garde se sont multipliées.

Le président de la Banque centrale des Etats-Unis (Fed), Ben Bernanke, a affirmé le 14 juillet : « *Ce qui se passe en Europe menace l'économie des Etats-Unis parce que s'il devait y avoir une forte détérioration de la conjoncture en Europe, nous verrions (...) une instabilité forte sur les marchés.* »

Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a pour sa part déclaré mardi 19 juillet : « *Un incident de crédit, un défaut de paiement, sélectif ou non, doit être évité. Nous demandons aux gouvernements de la zone euro de trouver des solutions appropriées aussi vite que possible.* »

Le dernier scénario en date porterait sur une participation du secteur privé au financement du deuxième plan d'aide sous la forme d'un prélèvement sur les revenus des banques. Sans garantie : « *Le bras de fer sur les modalités de la participation des créanciers privés de la Grèce au deuxième plan d'aide du pays, entre Berlin et la BCE surtout, dure depuis des semaines et favorise la défiance des investisseurs à l'encontre de la zone euro, ainsi que le risque de contagion à des pays comme l'Espagne ou l'Italie* » (AFP).

En fait, qu'il y ait ou non accord jeudi, le véritable problème qui panique tous les gouvernements d'Europe a été résumé ainsi par la nouvelle directrice du FMI, Christine Lagarde : « *Il faut que les forces économiques, politiques et sociales s'approprient le programme et le mettent en œuvre.* »

Et malgré les gages donnés en Italie à cette recherche du consensus, il n'y a nulle garantie pour les différents gouvernements européens de pouvoir arriver à une telle « mise en œuvre » commune... car la classe ouvrière n'est nulle part défaite.

Daniel Shapira

Dans tous les pays de l'Union européenne, celle-ci et les gouvernements cherchent à imposer comme une « règle d'or » la réduction des déficits publics en taillant à la hache dans tous les droits et acquis des travailleurs.

# Crise de la zone euro : le consensus italien, un modèle ?

Albert Dal Pozzolo

Un consensus a été trouvé entre le gouvernement Berlusconi et les partis d'« opposition » pour voter ce plan en procédure accélérée. Le président de la République s'est félicité « *des annonces faites par l'opposition dans le sens d'un engagement pour permettre une rapide adoption du plan d'austérité* » (*La Repubblica*, 12 juillet).

Les dirigeants de l'opposition, Bersani pour le Parti démocrate (PD) et Casini pour la Démocratie chrétienne (UDC), se sont rencontrés à Bologne, le 9 juillet, pour adopter un « pacte ». Son contenu est donné par *La Repubblica* (10 juillet) : « *Réformes encore plus impopulaires que celles avancées par Tremonti* (ministre de l'Économie de Berlusconi — NDLR) *pour arriver à l'équilibre des finances en 2014. Au besoin avec plus de larmes et de sang.* »

Par ailleurs, un accord a été signé le 28 juin entre les dirigeants de toutes les confédérations syndicales et le patronat, salué comme un accord « *historique* » par le gouvernement. En effet, cette signature permet que les accords d'entreprises puissent modifier les conventions collectives nationales sur les horaires et sur les conditions de travail.

Le 30 juin, le ministre du Travail, Maurizio Sacconi, interviewé dans *La Repubblica*, a expliqué : « *Le ministre Tremonti a bien fait de souligner l'importance de cet accord pour la cohésion sociale, et donc la stabilité du pays. Cet accord aidera à la notation des analystes institutionnels et non institutionnels, de la Commission européenne, du FMI, de l'OSCE.* » Tout est dit : il s'agit de la mise en place d'un cadre où les dirigeants des syndicats ouvriers prennent en charge directement la destruction des droits ou-

vriers. Cela a un nom, c'est le corporatisme. Mais tout ce dispositif est fragile, car la classe ouvrière italienne n'est pas vaincue. Durant ces dernières années, elle s'est dressée avec ses syndicats, dans de nombreuses grèves générales, contre les mesures anti-ouvrières imposées par les gouvernements de droite et de « gauche » aux ordres de l'Union européenne.

Fin mai et début juin, le gouvernement Berlusconi a subi deux défaites électorales cinglantes, ouvrant une crise politique sans précédent. Ce qui est à l'ordre du jour dans les organisations syndicales, c'est la question du retrait du plan d'austérité et de l'accord du 28 juin dictés par l'Union européenne et le FMI.

## Un plan d'austérité de 48 milliards d'euros pour la période 2011-2014

Parmi les mesures annoncées, il y a, pour la santé, des réductions de crédits de six milliards, ce qui va accélérer la mise en faillite des hôpitaux et leur fermeture. Déjà, à Turin, deux hôpitaux sont menacés de fermeture. Il y a aussi l'instauration d'une franchise de 10 euros pour les visites médicales et de 25 euros pour les urgences, et la privatisation de la Croix-Rouge.

Dans la fonction publique, c'est le blocage des salaires (une perte de salaire de 215 euros par mois en moyenne !) et 100 000 suppressions d'emplois dans l'enseignement, s'ajoutant aux 100 000 déjà effectives.

L'augmentation de l'âge de départ à la retraite : 65 ans pour les hommes et les femmes.

9 milliards de moins pour les communes et les régions : c'est une attaque à la hache dans tous les services publics locaux, comme l'eau, le gaz, les transports, les crèches, les écoles...

## Portugal, Irlande : un puits sans fond

Plan de rigueur après plan de rigueur, les spéculateurs en veulent toujours plus. Le 5 juillet, l'agence de notation Moody's dégringole la note du Portugal de quatre crans. D'une qualité « moyenne » (Baa1), les obligations du pays deviennent « *spéculatives* » (Ba2).

Le 12 juillet, c'est au tour de l'Irlande d'être à nouveau dégradée par la même agence de notation.

Pourtant, l'Irlande avait adopté en novembre dernier des mesures de rigueur étalées sur quatre ans, à hauteur de quinze milliards d'euros. Pourtant, le nouveau Premier ministre portugais venait d'annoncer quelques jours auparavant de nouvelles privatisations dans les secteurs de l'énergie et des médias, une restructuration des entreprises publiques et la création d'une taxe spéciale sur les revenus. Le résultat de ce dernier plan de rigueur ne s'est pas fait attendre, puisque, le 14 juillet, le ministre des Finances portugais a annoncé que « *l'économie portugaise devrait se contracter de 2,3 % cette année, puis de 1,7 % en 2012* » (AFP). Contraction de l'économie qui rend illusoire toute notion de « reprise » et de « croissance », pourtant présentées officiellement comme le but de ces plans de réduction des déficits publics.

La vraie raison ? L'agence Moody's, le 13 juillet, a récusé la menace de « *participation des investisseurs* » à un futur plan d'aide à l'Irlande. En clair, il est exclu que les banques paient.

La preuve est ainsi faite au Portugal comme en Irlande : l'engagement de plans de rigueur successifs ne contente nullement les marchés financiers, qui en veulent toujours plus.

« Arriver à l'équilibre des finances en 2014. Au besoin avec plus de larmes et de sang »

*La Repubblica* (10 juillet)

D. S. ■

# Tous candidats à réduire les déficits publics

Laurence Fayard

Derrière les faux-semblants, consensus « droite-gauche » pour revenir sous la barre des 3 % du PIB dès 2013.

Le projet de réforme constitutionnelle, visant à graver dans le marbre de la Constitution l'équilibre des finances publiques, a donc été adopté le 13 juillet dernier par le Parlement.

Les parlementaires du PS et du PCF ont voté contre, tout en se déclarant, depuis des semaines, ouvertement favorables à la mise en œuvre de la réduction des déficits publics, les dirigeants du PS allant jusqu'à reprocher au gouvernement de ne pas avoir suffisamment réduit les déficits.

La décision de convocation d'un éventuel Congrès (1) est ainsi reportée à l'automne.

Le gouvernement entend désormais faire de cette question le cœur du débat de la présidentielle de 2012 en cherchant à mettre en difficulté les dirigeants du PS : « En retardant à l'automne l'annonce de la convocation d'un éventuel Congrès, Nicolas Sarkozy entend mettre dans l'embarras le candidat socialiste à la présidentielle, qui aura à cette date été choisi à l'issue de la primaire d'octobre », indique une dépêche Reuters (13 juillet). Le Premier ministre, François Fillon, favorable à la convocation du Congrès, déclarait sur Europe 1 le même jour : « Nous allons mettre les socialistes devant leurs responsabilités », tandis que Valérie Pécresse, porte-parole du gouvernement et ministre du Budget, affirmait : « Si les socialistes maintiennent leur refus (de voter la réforme constitutionnelle — NDLR), ils seront décrédibilisés. »

Précisément, au même moment, Martine Aubry et François Hollande, tous deux candidats à la primaire PS pour 2012, réaffirmaient chacun non seulement leur volonté de réduire les déficits publics, mais de le faire le plus rapidement possible, en revenant sous la barre des 3 % du PIB dès 2013, c'est-à-dire exactement ce que préconise le gouvernement !

N'est-ce pas s'engager, comme en Italie et en Grèce, à amplifier les politiques de démantèlement de l'ensemble des conquêtes sociales sur le dos de la classe ouvrière et de la jeunesse ? François Baroin, ministre de l'Économie, précise d'ailleurs dans un communiqué que cela représenterait un « effort considérable, plus de 110 milliards » d'euros, qui « correspondrait à une augmentation de 10 points de la CSG ou de la TVA, ou encore une multiplication par deux de l'impôt sur le revenu ou une diminution des retraites et des traitements des fonctionnaires de 40 % ». Ainsi,

quel que soit le vainqueur de 2012, son programme est déjà tout tracé. Derrière les manœuvres et les faux-semblants, ce qui se fait jour de plus en plus nettement, c'est le consensus total « droite-gauche » sur la « réduction des déficits publics » pour répondre aux exigences de l'Union européenne et du FMI, des marchés et des spéculateurs, consensus auquel ils voudraient contraindre le mouvement ouvrier. D'où l'importance de l'initiative lancée par 160 militants ouvriers et élus de toutes tendances. ■

(1) Réunion des députés et des sénateurs pour une adoption définitive du texte nécessitant une majorité de 60 % des voix.

**“Quel que soit le vainqueur de 2012, son programme est déjà tout tracé...”**

Un communiqué du PCF, du Parti de gauche et du NPA

## “Un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques”

Dans un communiqué daté du 18 juillet, intitulé « Règle d'or : les peuples ne doivent pas payer leur crise », et signé, notamment, avec le Parti de gauche, le NPA, la Fase, Attac, la fondation Copernic, Solidaires, le PCF écrit : « Les gouvernements européens veulent intégrer dans la loi fondamentale des Etats l'objectif de l'équilibre budgétaire, ce que Nicolas Sarkozy appelle “la règle d'or”. Stupide économiquement — que se serait-il passé si cette règle avait été appliquée au moment de la crise financière où les Etats ont renfloué les banques —, cette proposition est une agression contre la démocratie (...). »

Ainsi, pour le PCF, le Parti de gauche, le NPA, il était donc justifié que, par exemple en

France, l'Etat débloque 460 milliards d'euros d'argent public pour renflouer les banques ! C'est sans doute la raison pour laquelle les signataires du communiqué ne revendiquent pas l'annulation pure et simple de la dette, mais écrivent qu'« il faut exiger un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques ». ■

## Le POI ne signe pas l'appel de Copernic

Lettre envoyée aux organisateurs de l'appel.

Chers camarades, nous avons bien reçu le projet de texte d'appel « contre la constitutionnalisation de l'austérité budgétaire », issu de la réunion de mardi 28 juin. Nous constatons qu'il continue à se terminer par un appel aux « élu-e-s parlementaires à rejeter cette proposition ». Et ce, alors même que Patrick Braouezec avait donné son accord dans la discussion pour enlever cette référence. Comme vous l'avait indiqué dans la réunion notre représentant, cette référence nous pose problème et nous interdit de signer comme POI.

En effet, tout le monde sait qu'après les navettes parlementaires de deuxième lecture,

le projet de réforme constitutionnelle ne sera pas transmis par Sarkozy au Parlement réuni en Congrès à Versailles, car, dans le moment présent, il ne recueillera pas les 60 % nécessaires.

Pour autant, le gouvernement ne renonce pas à la réduction des déficits publics, comme tous les gouvernements en Europe. Dès lors, quel est le but de l'appel ? L'explication de cette adresse aux parlementaires en bas du projet d'appel est sans doute donnée par la phrase suivante du compte rendu de la réunion :

« L'hypothèse la plus probable est que le passage en force pendant l'été soit difficile ; et nos élus s'y emploient. Il reste que la question res-

tera d'actualité pendant les campagnes électorales. »

« Pendant les campagnes électorales » ? Mais tout en votant contre, les parlementaires de gauche, en particulier du PS, n'ont cessé, tel Jérôme Cahuzac, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, de se prononcer pour la réduction des déficits publics.

C'est, à notre avis, la question politique centrale. Dès lors, le projet d'appel n'aurait de sens que s'il se prononçait contre toute réduction des déficits publics, formule que nous vous proposons d'intégrer dans le texte, hors de quoi le POI ne pourrait pas signer.

Daniel SHAPIRA ■

ÉDITORIAL

## Des Churchill au petit pied...

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

C'est à qui, à « gauche », ira le plus loin. Les déficits publics ? Hollande s'engage (*Le Monde*, 17 juillet), à les « descendre à 3 % du PIB » et à « rééquilibrer nos comptes publics dès 2013 », annonçant pour cela « un effort supplémentaire ». Martine Aubry, le même jour sur France Inter : « Nous nous sommes engagés dans le projet socialiste à respecter les engagements de la France, 3 % dès 2013 de déficit, puisque c'est la règle aujourd'hui », avec, là aussi, promesse d'« efforts » et de « sacrifices ». La dette publique ? L'un et l'autre — et avec eux tous les dirigeants du PS et de « la gauche de la gauche » — s'accordent à dire qu'elle doit être honorée (1).

L'hebdomadaire *Le Point* annonce : « Nous nous dirigeons vers l'austérité générale en Europe (...). La France, elle est le prochain pays sur la liste. » Il s'agit, tout de suite, d'« absorber 100 milliards d'euros », des « prélèvements (qui) ne financeront pas le service public, mais le remboursement de la dette », précise *Le Point*, pour qui « la situation en France empire beaucoup plus vite qu'en Italie ».

En Italie, précisément... La « gauche » a voté contre le plan de rigueur d'une violence inouïe (lire page 2). Ses voix n'étaient pas nécessaires à son adoption. On lit toutefois dans *La Repubblica* que, le 9 juillet, les dirigeants des partis de gauche et du centre ont adopté un pacte préconisant « des réformes encore plus impopulaires que celles avancées par Tremonti (...). Au besoin, avec plus de larmes et de sang. » « Du sang, de la sueur et des larmes », c'était la « promesse » de Churchill à l'aube des bombardements intensifs sur Londres, en 1940. L'heure est donc au vocabulaire guerrier et à l'union sacrée dans les cercles politiques italiens, tandis qu'au plan syndical (lire dans ce journal), les confédérations signent la remise en cause des conventions collectives.

Chez nous aussi faudrait-il accepter l'union sacrée invitant patrons et ouvriers, spéculateurs et chômeurs, banquiers et travailleurs précaires à partager les sacrifices ?

Alerte, danger ! Tandis qu'on amuse la galerie avec des primaires et des « petites phrases » qui n'intéressent personne, on s'apprête, en haut lieu, et sans attendre 2012, à tenter d'imposer un plan de rigueur d'une brutalité sans précédent. Et l'on cherche, pour cela, à contraindre les travailleurs et leurs organisations à une discipline sans faille au nom de la dette, des déficits et de la rigueur.

Le devoir du mouvement ouvrier est de refuser de tomber dans ce piège et de se dresser en toute indépendance contre ces plans. C'est ce que disent à leur façon les militants ouvriers qui ont lancé l'appel publié dans nos colonnes la semaine dernière. C'est ce que nous dirons avec travailleurs, militants et responsables venus de toute l'Europe dans le meeting internationaliste du 1<sup>er</sup> octobre. Meeting de combat et de rassemblement, qui, sur son propre plan, préparera dans notre pays les conditions du choc inéluctable qui mûrit.

Dehors la troïka ! Annulation de la dette ! Non aux plans de rigueur et d'austérité ! Pas un emploi, pas un service public, pas un droit ouvrier ne peut ni ne doit être sacrifié sur l'autel de la dette et des déficits publics !

(1) Même le Parti de gauche, le PCF et le NPA, dans une déclaration commune (18 juillet), dénoncent les « dettes illégitimes » pour conclure : « Il faut exiger un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques. » Un moratoire qui suspend les remboursements aux banquiers... avant de les reprendre ? Des audits pour déterminer ce qui doit être payé et ce qui doit être restructuré ?

ILS ONT DIT



François Hollande

“IL FAUT RÉÉQUILIBRER LES COMPTES PUBLICS SANS TARDER”

François Hollande, candidat à la « primaire socialiste » pour 2012, a estimé qu'il fallait « rééquilibrer les comptes publics sans tarder, descendre à 3 % du PIB le plus vite possible », dans un entretien au *Monde* (17 juillet).

« Le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire après 2012 sera un président qui se parjurera », affirme-t-il.

« Je ne le dis pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation, mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui », explique-t-il. « La dette est l'ennemie de la gauche et de la France (...). Il ne faut pas changer de Constitution, il faut changer de président », ajoute-t-il.



Martine Aubry

“UNE RÈGLE SUR LAQUELLE JE M'ENGAGE ET QUE JE METTRAI EN PLACE”

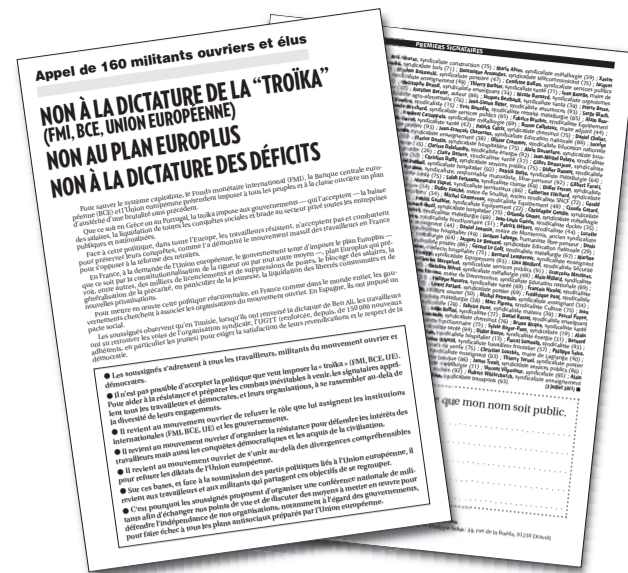
« Nous nous sommes engagés, dans le projet socialiste, à respecter les engagements de la France, 3 % en 2013, puisque c'est la règle aujourd'hui », a assuré Martine Aubry, le 17 juillet, lors du « Grand Rendez-vous Europe 1-Le Parisien ». Le PS a « construit le quinquennat et la première année, sur laquelle nous travaillons actuellement, sur ce principe-là ».

« Ça veut peut-être dire que la première année, ça sera deux tiers vers la réduction de la dette et du déficit (...). C'est une règle sur laquelle, moi, je m'engage et que je mettrai en place. »

Le 18 juillet, dans une tribune publiée dans *Libération*, elle affirmait également, à propos de la « crise » grecque : « Nous ne pouvons pas non plus laisser affaiblir notre principale protection financière qu'est l'euro (...). Nous devons dépasser les divergences pour bâtir ensemble un plan de financement durable. »

# Appel de 160 militants ouvriers et élus Non à la dictature de la "troïka" (FMI, BCE, Union européenne) Non au plan Europlus, non à la dictature des déficits

160 militants ouvriers et élus lançaient la semaine dernière un appel au mouvement ouvrier pour qu'il refuse de se soumettre à la dictature de la réduction des déficits publics. Nous commençons, dans ce numéro, la publication d'interviews de militants initiateurs de cet appel.



## INTERVIEWS



Gérald Fromager, syndicaliste (Aisne)

## Le "dialogue social", cet autre concept inventé pour éluder les revendications syndicales

**Pourquoi as-tu décidé de cosigner le texte d'appel « Non à la dictature, non au plan Europlus » ?**

Je juge que la situation actuelle, créée par la crise du système capitaliste, amène par une suite de contre-réformes à l'instauration d'un projet de société antidémocratique et antirépublicain. Ce qui s'annonce pour la prochaine période est pire encore. Si je considère qu'en matière d'action syndicale le syndicalisme se suffit à lui-même, je suis persuadé qu'en matière de choix de société, il ne peut suffire à tout. C'est la raison de ma présence parmi d'autres signataires syndicalistes ou élus locaux. Par ailleurs, tout le monde peut constater que le gouvernement agit directement sur les consignes de l'Union européenne. Elle entend appliquer son diktat, ici, en France, comme elle l'a fait

au Portugal, où ses prétentions étaient — en matière sociale — le « programme commun » des deux formations qui s'opposaient lors des dernières élections dans ce pays !

**A propos d'Europe, que penses-tu des dernières positions prises par la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) ?**

Rien de nouveau ! La CES est un relais constant des politiques de la Commission de Bruxelles. Ce qui lui confère désormais un caractère insupportable, c'est son désir affiché de soutenir « une gouvernance économique européenne au service des peuples et non des marchés ». Derrière ce verbiage propre à la CES, il y a la reconnaissance de tous les traits combattus par les salariés en Irlande, en France, aux Pays-Bas ou en

Grèce, comme au Portugal. Le congrès de la CES, à Athènes (en mai dernier) annonce clairement la couleur : « *Le manifeste d'Athènes (...) sera la feuille de route de l'organisation (...) qui s'impose à nous.* » Puis, pour être plus précis encore, apparaît l'exigence de faire fondre « *le mille-feuilles d'organisations syndicales* » pour permettre une structure prétendument syndicale européenne, mais assurément supranationale. Comment s'étonner que Jacques Delors, présent à ce congrès de la CES, ne puisse s'empêcher d'exulter sur ce qu'il estime être une « *réconciliation du marché unique et de l'Europe citoyenne* », marché unique injustement critiqué, selon lui ?

**Peux-tu nous indiquer quelle forme prend, dans ta région ou ton département, la volonté d'intégrer les organisations syndicales de salariés à ces visées communes de la CES et de la Commission de Bruxelles ?**

En Picardie resurgit depuis quelques temps, soit au Conseil économique, social et environnemental (CESER), soit à l'occasion de journées d'études, le fameux concept de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). On se souvient tous de ces propositions d'accord de GPEC où figuraient des clauses d'out-placement, de mobilité interne, voire de mobilité externe, et de l'exigence d'engagements de confidentialité qui entendaient interdire aux syndicats de communiquer vers les salariés les avant-projets des DRH. Aujourd'hui, le dossier est « pacifié » et présenté comme un élément supplémentaire du fameux « dialogue

social », autre concept inventé pour éluder les revendications syndicales. S'agissant de mon organisation syndicale, nous restons sur le principe fondamental qui est le nôtre : la défense des qualifications, des titres nationaux, et donc des conventions collectives. Quant à leur volonté d'étouffer les revendications par du « dialogue social » d'où serait exclue toute discussion à caractère revendicatif, ce sera toujours vain : les revendications sont une chose naturelle et défendre les revendications est le rôle des syndicats. Tous ceux qui voudront faire autre chose se heurteront à cette réalité. Cela étant, la nature de l'Etat dans le cadre duquel s'exerce le rapport de force entre patronat et syndicats n'est pas une chose secondaire. Là encore, on en revient au sens de l'appel du 2 juillet. ■



Christophe Massé, syndicaliste (Vienne)

## « Nous sommes inquiets de l'évolution dans les sommets du mouvement ouvrier »

**Tu fais partie des 160 premiers signataires de l'appel « Non à la dictature de la "troïka", non au plan Europlus, non à la dictature des déficits ». Pour quelles raisons ?**

Nous sommes en fait un certain nombre de militants de la Vienne à participer au lancement de l'appel. Nous le faisons avec nos origines, nos sensibilités, nos appartenances diverses. Nous sommes principalement des syndicalistes CGT, FO, FSU, Solidaires... Nous sommes de plus en plus inquiets de l'évolution que nous observons dans les « sommets » du mouvement ouvrier. Déjà, au moment de la bataille sur les retraites, les travailleurs et les militants s'étaient heurtés à l'orientation et à la stratégie de l'intersyndicale nationale emmenée par le couple Thibault-Chérèque : refus de se prononcer pour le retrait du projet de loi Fillon-Woerth, succession des journées d'action saute-mouton. Face à ce barrage, des tentatives s'étaient faites jour de déborder les appareils, dans les raffineries, chez les cheminots. Si ce mouvement pour partie spontané n'a pas suffi à submerger les obstacles, les solides liens

de confiance qu'il a permis de tisser entre militants de toutes tendances agissant dans un objectif commun représentent aujourd'hui un acquis pour les luttes à venir. Je constate d'ailleurs que des camarades qui n'avaient pas jugé bon de rejoindre notre comité pour l'unité ouvrière fin 2010 ont tenu cette fois à ce que leurs noms figurent sur l'appel contre la dictature des déficits publics. Pourquoi ? Parce qu'aucun d'entre nous ne veut que la France subisse le sort de la Grèce soumise au pillage de son économie, à la privatisation de ses services publics, au viol de sa souveraineté. Hier, il fallait une « *bonne réforme* » pour sauver les retraites, aujourd'hui il faudrait « *une réduction graduelle des déficits publics* » pour sauver l'économie de la faillite ? Une telle orientation menace l'existence même de nos organisations syndicales indépendantes.

**Des menaces immédiates pèsent donc, selon toi, sur l'indépendance du mouvement ouvrier ?**

Absolument. Les tentatives d'intégration corporatiste des organisations syn-

dicales prennent aujourd'hui une forme de plus en plus ouverte. J'en veux pour preuve la proposition qui vient d'être faite à 14 militants de la CFDT et de la CGT du Poitou-Charentes de préparer un diplôme d'université sur le « *dialogue social territorial* ». Au pays de Ségolène Royal, où l'on a vu un ancien dirigeant de l'UNSA gérer le transfert de l'union départementale CFDT évincé de son poste trouver du jour au lendemain un poste à sa convenance, on pourrait se dire que c'est l'intégration à la sauce « *démocratie participative* » qui continue... On aurait tort ! Selon une signataire, cet « *outil de reconversion* » a été présenté devant la commission UFICT du congrès de la fédération CGT des services publics. Nous sommes donc en face d'une orientation nationale visant à recycler des cadres syndicaux dans le cadre de la « *nouvelle gouvernance* »...

L'argumentaire CFDT-CGT décrit ainsi la formation : « *Motivations : réaliser une démarche très novatrice favorisant la démultiplication stratégique du dialogue social territorial.* » « *Participants :*

(...) militants expérimentés (10 à 15 ans) sortants souhaitant se reconverter. » « *Objectifs : (...) ouvrir la vision par rapport à un panel d'opportunités et un éventail de possibilités (...). Faciliter les changements de postures (salarié-militant-professionnel). Développer des compétences de gestion, de management...* » « *Modalités : il n'est pas question de reproduire les formations syndicales.* » La maquette de l'université de Poitiers liste les « *compétences* » visées, à savoir : « *Evaluer les besoins, formuler des finalités de développement au niveau du territoire. Favoriser la concertation territoriale. Mobiliser les acteurs terri-*

toriaux par rapport à un projet. Etablir un diagnostic stratégique de territoire. Faire émerger et synthétiser des enjeux pour le territoire. Formuler des propositions prenant en compte les éléments existants et potentiels. Aider les élus dans leur prise de décision et coconstruire des projets. Mettre en œuvre des projets, assurer une coordination et une évaluation stratégique. » Cela dit, il y a loin de la coupe aux lèvres : les inspirateurs de ce projet évaluent eux-mêmes à deux mois le temps de préparation nécessaire « *pour que les stagiaires intègrent bien l'objet* » de ce diplôme ès « *dialogue social* ». ■

**POUR VOUS PROCURER L'APPEL DES 160 MILITANTS OUVRIERS ET ÉLUS OU POUR FAIRE PARVENIR VOTRE SIGNATURE**

Contactez : [appel2juillet@gmail.com](mailto:appel2juillet@gmail.com)

- Michel Allain : 14, rue Emile-Zola, appt 215, 92600 Asnières-sur-Seine
- Philippe Selva : 14, rue de la Boétie, 91210 Draveil